# Etude SFCR 2024 sur le marché non-vie français | Pauline Berger, Hinarii Pichevin et Eliott Pradat

Milliman

Cette étude rend compte de l'évolution des principaux indicateurs Solvabilité II. Notre étude repose sur un panel représentatif (plus de 80% des primes non-vie hors santé) du marché français* et constitué de 9 bancassureurs, 17 mutualistes, 11 assureurs traditionnels et 15 assureurs de niche et exclut certaines compagnies du fait de leur structure spécifique jugée non représentative du marché de l'assurance français. Les éléments présentés s'appuient notamment sur l'analyse des SFCR et QRT publics.

L'année 2024 a été marquée par un environnement géopolitique toujours incertain et un assouplissement des politiques monétaires face au ralentissement de l'inflation. Dans ce contexte, l'EIOPA a alerté dans son rapport annuel sur l'exposition des assureurs face aux risques géopolitiques et macroéconomiques. En termes de sinistralité liée aux catastrophes naturelles, outre le fait que l'année 2024 soit parmi les 5 plus chaudes jamais enregistrées, elle a également été marquée par une pluviométrie exceptionnelle, à l'origine de nombreuses inondations et de plusieurs épisodes cycloniques en Outre-Mer, dont le cyclone Chido qui a fortement impacté Mayotte en décembre 2024.

## Ratios SII et MCR

Les ratios de solvabilité du marché français **diminuent en 2024 passant de 211% en 2023 à 201%** soit son **niveau le plus bas depuis plusieurs années**. Cette baisse de 10pts est notamment marquée chez les bancassureurs et mutualistes avec respectivement -7pts et -20pts. **La hausse du SCR de souscription non-vie (portée par une hausse du chiffre d'affaires – effet tarification essentiellement – et une baisse des taux)** explique principalement cette baisse du ratio de solvabilité. Pour les mutualistes et bancassureurs, au-delà de cette baisse générale, des faits propres à chacune des compagnies et notamment sur les acteurs les plus importants expliquent la baisse plus conséquente (baisse de rentabilité, remboursement de dette subordonnée, etc.). Il est à noter que la revue du SCR Cat Nat pour laquelle une proposition a été faite par l'EIOPA en début d'année, pourrait impacter les assureurs en Formule Standard.

## Répartition des actifs

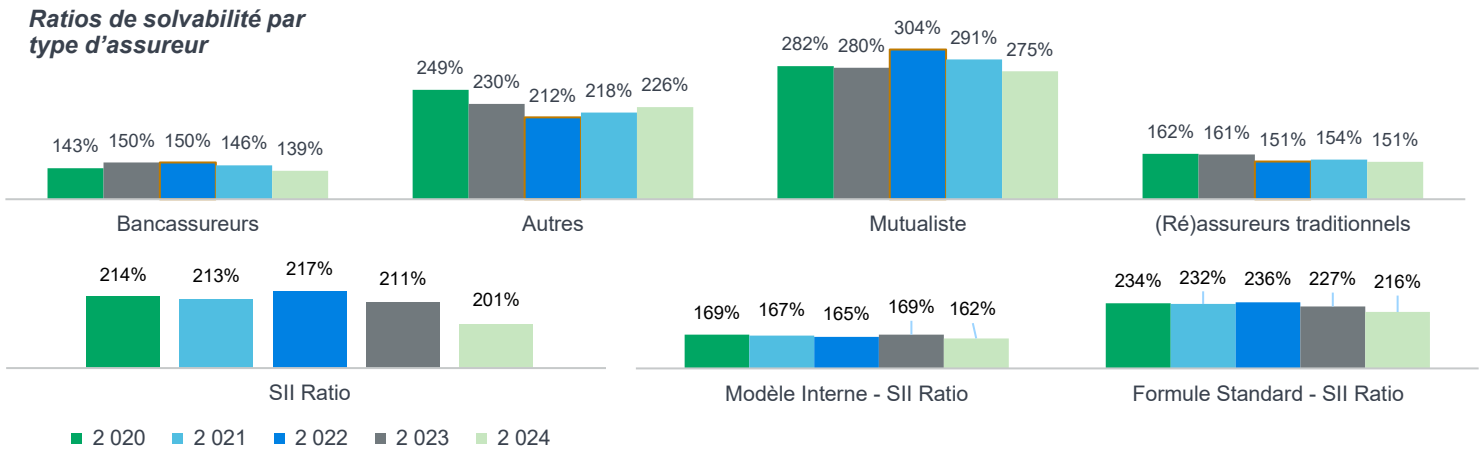
**La répartition des actifs reste relativement stable par rapport à 2023** avec comme l'année dernière une augmentation de la part des obligations du fait notamment de la baisse de la courbe de taux venant diminuer les moins-values latentes fortement présentes en 2023.

## Couverture du SCR et Marge de risque

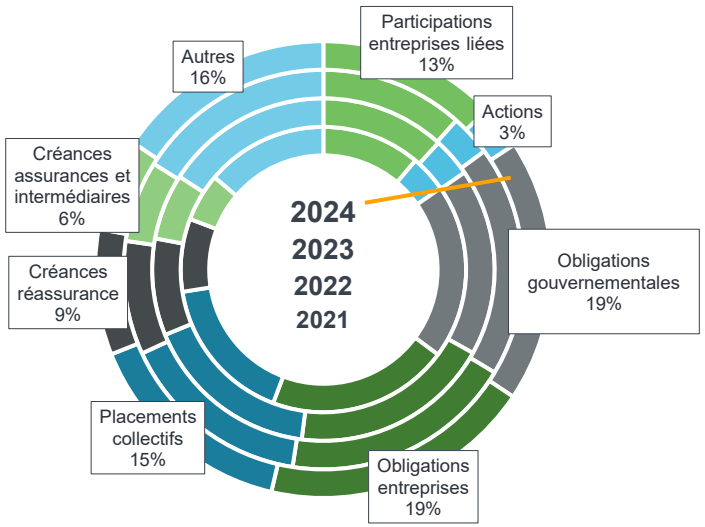
**Couverture du SCR :** Toutes compagnies confondues, les primes acquises nettes de l'année permettent de couvrir 172% du SCR en moyenne. En outre, des disparités entre acteurs sont observées : les bancassureurs affichent une couverture du SCR par les primes acquises nettes de réassurance supérieure aux assureurs traditionnels (près de 262% de couverture vs. 176%) et les assureurs mutualistes affichent une couverture du SCR bien moindre, de 148%. Ces disparités s'expliquent par un business mix différent selon les types d'acteurs (expositions plus ou moins importantes sur des branches pénalisées notamment en formule standard).

**Marge de risque :**
**Son niveau global,** calculé en pourcentage du Best Estimate net, **est proche de 2022 et 2023 (7% du Best Estimate net).** Dans le cadre de la revue de la directive SII, dont le texte a récemment été adopté par le Parlement européen, le calcul de la marge de risque va être modifié et abaissé à travers la baisse du coût du capital et la prise en compte d'un facteur reflétant la dépendance temporelle entre les risques. Ces changements seront effectifs lors de la mise en application de la directive SII révisée d'ici fin janvier 2027.

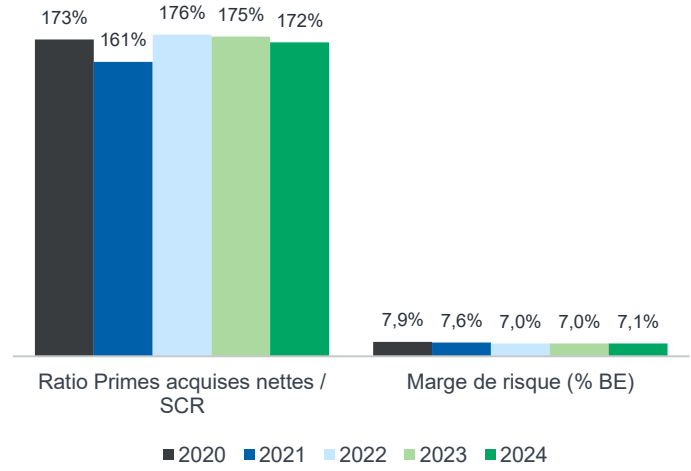
## Ratios SII Totaux / Par type de modèle / Par type d'assureurs – SFCR 2020-2024




## Répartition des actifs – SFCR 2021-2024




## Ratio Primes Acquises nettes de réassurance / SCR et marge de risque




**Du fait d'un périmètre comportant des changements, certains chiffres pourront présenter des différences avec l'étude précédente.*

# Etude SFCR 2024 sur le marché non-vie français

## Evolution des ratios combinés nets

Le ratio combiné net de réassurance des assureurs français non-vie **est en légère hausse par rapport à 2023** (passant de 100% en 2023 à 101% en 2024) mais présente des disparités importantes par ligne d'activité. Nous pouvons notamment noter une forte dégradation des activités Responsabilité Civile Générale et Auto (de plus de 10 pts) alors que pour l'Incendie et autres dommages et Autre assurance Auto, les résultats s'améliorent respectivement de 7 et 3 pts.

**Assurance Incendie et autres dommages :** Après une dégradation continue depuis plusieurs années, le résultat technique s'améliore en 2024 avec un ratio combiné à 105%. En effet, sur notre panel, les primes acquises nettes de réassurance sont en augmentation de 7% tandis que la charge sinistre nette baisse de 3% entre 2023 et 2024 du fait notamment d'une année 2024 plus clémente que les précédentes et notamment la sécheresse en forte baisse. En revanche, en lien avec les excédents pluviométriques, les dégâts des eaux ont très fortement augmenté ce qui explique des niveaux tout de même supérieurs à 2020 et 2021.

**Assurance dommage auto** : Les résultats techniques s'améliorent en 2024 par rapport à 2023 pour les acteurs les plus importants en termes de parts de marché de l'assurance dommage auto. On note en effet que plusieurs acteurs enregistrent des améliorations significatives à la suite de la forte augmentation des primes (+10% sur les contrats tous risques et +6% sur les autres contrats d'après L'Argus[1]).

Cependant et malgré cela, le ratio combiné reste au-dessus de 100% porté par des réparations automobiles qui ont augmenté d'environ 26% depuis 2020 et 6% entre 2023 et 2024[2]. Cette tendance à la hausse du coût des sinistres devrait continuer en raison de la proportion croissante des véhicules électrifiés au sein du parc automobile, car ils sont plus complexes et coûteux à réparer. De plus les résultats techniques négatifs sur cette branche sont soutenus par une forte hausse des vols en 2024, ainsi qu'une hausse du trafic impliquant davantage de sinistres.

**Côté RC automobile**, le ratio combiné retrouve son niveau de 2020-2022 à environ 114% après une nette baisse en 2023 qui n'était portée que par quelques acteurs. Les coûts des sinistres corporels graves sont en hausse et concentrent un tiers des coûts des sinistres automobiles[3].

**Responsabilité Civile Générale :** La forte hausse du ratio combiné par rapport à 2023 se retrouve chez l'ensemble des principaux acteurs menant à un ratio combiné total de 112% sur l'année 2024. Les assureurs sont invités à la prudence au regard de la tendance internationale à une augmentation des montants d'indemnités et notamment aux Etats-Unis (dommages et intérêts punitifs).

## Répartition des Provisions Techniques

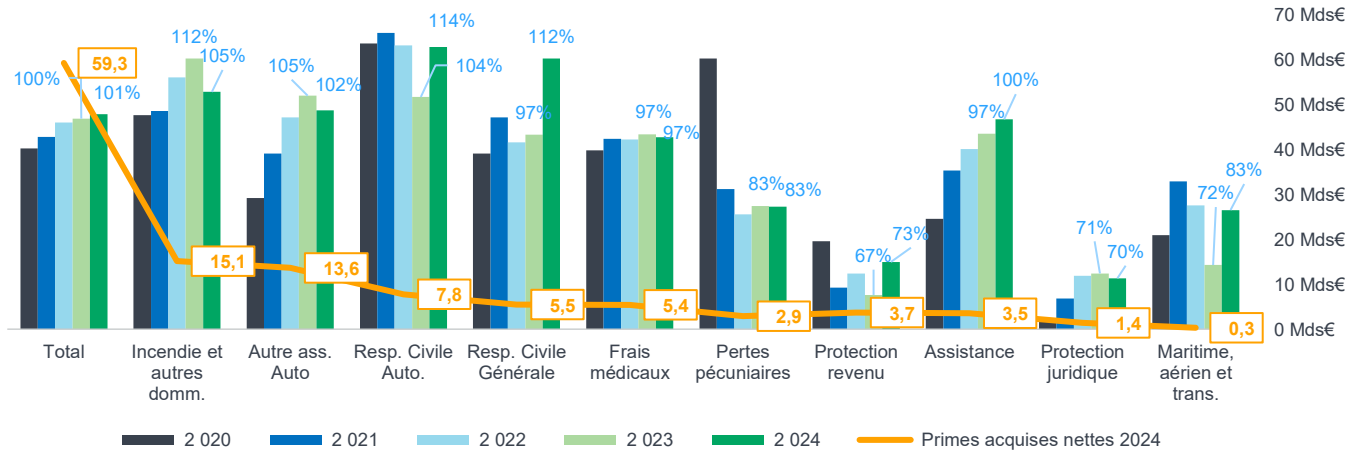
La **répartition des provisions techniques nettes de réassurance** (vis-à-vis du Best Estimate) est stable par rapport à 2023 avec 88% de provisions pour sinistres, 12% de provisions pour primes et 7% de marge pour risque. Toutefois, cette **répartition diffère fortement selon les différentes lignes d'activité** : comme attendu, les provisions pour sinistres demeurent prépondérantes au sein des provisions techniques pour les branches longues (+ de 90%) à l'inverse des branches courtes qui voient leur part de provisions pour primes prégnante au sein des provisions techniques.

Pour les branches les plus profitables, protection de revenu et protection juridique, les provisions pour primes sont négatives ce qui reflète la marge future des primes à venir.

Enfin, on peut s'attendre lors de l'entrée en vigueur de la **revue de la directive SII** à une diminution de la part de la marge pour risque et donc à une augmentation de la part des provisions pour primes et sinistres au sein des provisions techniques.

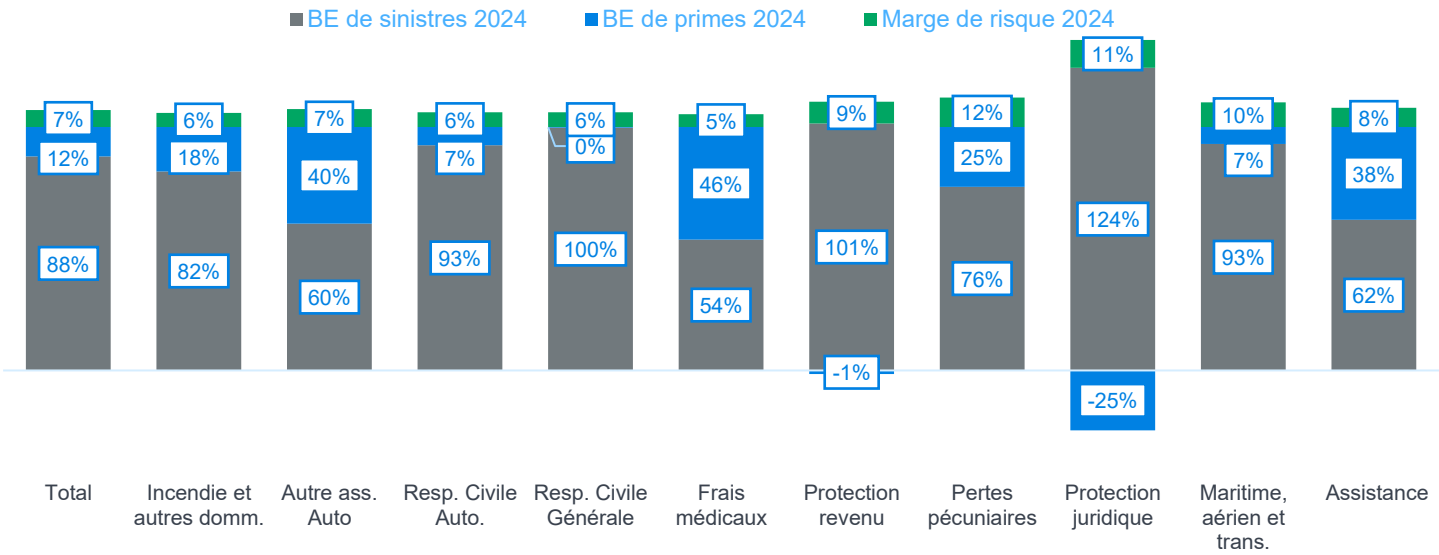
[1] https:// www.largus.fr/actualite-automobile/tarif-assurance-auto-quelles-hausses-pour-les-voitures-les-plus-populaires-en-france-30039286.html
[2] https://www.largus.fr/actualite-automobile/reparations-auto-pourquoi-les-factures-s-envolent-avec-l-essor-des-voitures-electrifiees-30039224.html
[3] https://www.argusdelassurance.com/assurance-dommages/rc-automobile-sinistres-corporels-graves-des-couts-en-hausse.233852
[4] https://www.argusdelassurance.com/juriscope/analyses-d-experts/quand-la-justice-americaine-pese-sur-l-assurance-rc-des-entreprises.234315

### Evolution des ratios combinés nets de réassurance




La branche crédit-caution a été exclue de cette analyse, sa représentativité n'étant pas satisfaisante au sein de notre panel. Du fait d'un périmètre comportant des changements et d'une évolution de la taxonomie sur les variations de provisions techniques, certains chiffres peuvent présenter des différences avec l'étude précédente.

### Répartition 2024 des provisions techniques nettes de réassurance



# Etude SFCR 2024 sur le marché non-vie français

## Rétrospective 2024 et perspectives pour l'année 2025 (et les suivantes…)

Au niveau économique, l'**inflation** en France est en nette **baisse** avec 1,3% (IPC) sur un an en décembre 2024[1], contre 3,7% en décembre 2023 et 5,9% en décembre 2022, et les taux directeurs de la BCE sont en baisse depuis septembre 2023. En revanche, le contexte mondial demeure complexe du fait de la multiplication des tensions internationales : multiplication des **conflits armés**, les **tensions géopolitiques et guerre commerciale** ont marqué l'année 2024 et se poursuivent en 2025. En France, l'année 2024 a été marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale suivie d'une absence de majorité absolue marquant une instabilité politique.

L'urgence climatique se poursuit également : **2024 est, en effet, au niveau mondial l'année la plus chaude jamais enregistrée**, et la 3ème la plus coûteuse en termes de dégâts depuis 1980[2]. En **France**, le coût des événements climatiques en 2024 pour les assureurs, plus faible qu'en 2022 et 2023, est estimé à **5 milliards d'euros** selon France Assureurs, soit un niveau historique élevé :

- **Tempêtes et inondations :** En décembre 2024, un **cyclone de très forte intensité a touché Mayotte**, causant des dommages assurés estimés entre 650 et 800 millions d'euros[3]. **En métropole, la pluviométrie a été très importante**, générant des inondations dans plusieurs régions.
- **Sécheresse :** Le coût 2024 de la sécheresse en France est estimé à 20 millions d'euros[3], bien moindre que la sécheresse de 2023 autour de 800 millions d'euros[3] et celle de 2022 à 3,5 milliards d'euros[4]. En revanche, **une augmentation considérable de la sécheresse est attendue dans les années à venir[4].**

Dans ce contexte d'augmentation continue des événements climatiques passés et à venir, les surprimes du régime Cat Nat CCR des contrats MRH/biens professionnels et Auto ont été respectivement augmentées de 12% à 20% et de 6% à 9% au 1er janvier 2025. Par ailleurs, l'ampleur et la fréquence de ces événements climatiques posent désormais des **problèmes d'assurabilité et notamment pour les collectivités territoriales**. Dans ce contexte, **la première cartographie de l'assurabilité** de la CCR devrait être publiée à l'automne 2025[7]. Le gouvernement s'est engagé à trouver des solutions dont la loi Lavarde **visant à améliorer la couverture et l'assurance des zones les plus exposées** au risque de catastrophe naturelle.

La **hausse croissante des tarifs en assurance habitation et auto** pèse fortement sur le budget des ménages. Malgré cela et en dépit des facilités de résiliations existantes, d'après une enquête d'UFC-Que Choisir les assurés, restent fidèles à leur assureur alors que les prix varient fortement entre les différents acteurs.
Cette hausse pourrait à l'avenir s'accélérer pour certains profils de risques avec les moyens technologiques actuels qui permettent de **segmenter de manière très fine les risques**, et pose la question de la mutualisation et le risque de voir certains assureurs ne conserver que les meilleurs profils. Ce phénomène pourrait par ailleurs s'accentuer d'après certains acteurs, via la **règlementation Fida** donnant accès aux informations sur les contrats d'assurance.

Enfin, **le risque émeutes inquiète les assureurs** en raison des récents événements d'ampleur : après les émeutes de l'été 2023 sur le sol métropolitain (qui coûteraient entre 800 millions et 1 milliard d'euros[5]), la Nouvelle Calédonie a fait l'objet de violentes émeutes au printemps 2024 (environ 1 milliard d'euros), causant le retrait de cette garantie des contrats par plusieurs assureurs présents sur l'archipel[6]. **La mise en place d'un mécanisme avec intervention de l'Etat** est réclamée pour garantir l'assurabilité du risque. Les contours et le périmètre d'application d'un tel mécanisme sont actuellement à l'étude[8].

[1] https://www.insee.fr/fr/statistiques/8330731
[2] https://www.argusdelassurance.com/green-assurance/catastrophes-naturelles-2024-une-annee-de-pertes-historiques.234096
[3] https://www.ccr.fr/documents/35794/1634880/20250610_BILAN_CAT_NAT_2024%20%283%29.pdf/40d6fe4c-e9e1-488f-de21-d3b22501928f?t=1750088759433
[4] https://www.ccr.fr/-/ccr-rapport-climat-2023
[5] https://www.publicsenat.fr/actualites/parlementaire/emeutes-de-2023-un-cout-colossal-estime-a-un-milliard-deuros-selon-le-rapport-du-senat
[6] https://www.argusdelassurance.com/green-assurance/catastrophes-naturelles/sans-intervention-de-l-etat-des-assureurs-pourraient-a-termes-se-retirer-de-nouvelle-caledonie.235673
[7] https://www.argusdelassurance.com/green-assurance/risques-climatiques/ce-que-va-reveler-la-premiere-cartographie-de-l-assurabilite-de-la-caisse-centrale-de-reassurance-ccr.235983
[8] https://www.argusdelassurance.com/green-assurance/risques-climatiques/emeutes-les-pistes-de-bercy-pour-remedier-aux-difficultes-assurantielles-en-nouvelle-caledonie.235691

## Risk Dashboard Avril 2025 (source EIOPA)

Sur la base de données collectées à Q4 2024 auprès d'un large panel d'assureurs européens, des dernières informations de marché et de toute information disponible, l'EIOPA a résumé dans le tableau ci-dessous la situation à Q1 2025 du niveau des risques auxquels sont soumis les assureurs – on observe une exposition globalement à la hausse aux différents risques identifiés :

| Risques | Niveau | Tendance (Q1 2025) | Horizon (à 1 an) |
|---|---|---|---|
| Risques macroéconomiques | Moyen | Stable | Hausse |
| Risques crédit | Moyen | Stable | Stable |
| Risques de marché | Elevé | Stable | Hausse |
| Risque de liquidité et de financement | Moyen | Stable | Stable |
| Solvabilité et profitabilité | Moyen | Stable | Stable |
| Interdépendances et déséquilibres | Moyen | Stable | Stable |
| Risques de souscription | Moyen | Stable | Stable |
| Perceptions du marché | Moyen | Stable | Stable |
| Risques liés aux critères ESG | Moyen | Stable | Hausse |
| Digitalisation et Risques Cyber | Moyen | Stable | Hausse |

**Clés de lecture :**
Cette étude s'appuie sur l'analyse des informations issues des reportings S2. Les sources principales des données utilisées sont les rapports sur la stabilité financière des groupes d'assurance annuels et trimestriels. Ces données sont complétées par les rapports prudentiels trimestriels et annuels. En sus, des données publiques sont également utilisées. A partir de cela, l'EIOPA construit des indicateurs (éléments décrits ci-après) auxquels un score est associé. Ces scores sont ensuite transformés et agrégés pour obtenir les 4 niveaux de risque.

| Risques | Exemples d'indicateurs |
|---|---|
| Risques macroéconomiques | Croissance économique, indice des prix à la consommation, balance fiscale |
| Risques crédit | Exposition d'une catégorie d'actif vs. mesure du risque de crédit de cette catégorie |
| Risques de marché | Exposition vs. mesure du risque (via les taux de rendements), indicateur capturant différence entre taux d'intérêt garanti et retours sur investissement |
| Risque de liquidité et de financement | Taux de rachat, détention de cash & équivalents de cash, etc. |
| Solvabilité et profitabilité | Ratios de solvabilité, qualité des fonds propres, ratios combinés, ratios de retours sur investissement |
| Interdépendances et déséquilibres | Assureurs & réassureurs (volumes primes cédées), assureurs & banques, détention de dérivés, exposition à la dette souveraine, etc. |
| Risques de souscription | Evolution des primes émises, sinistralité, indicateur cat nat |
| Perceptions du marché | Analyse de la performance du marché de l'assurance, analyse des ratings, etc. |
| Risques liés aux critères ESG | Notation ESG, investissement dans des green bonds, exposition cat nat, etc. |
| Digitalisation et Risques Cyber | Risques Cyber, concurrence des Insurtech, fréquence des Cyber incidents, etc. |

https://www.eiopa.europa.eu/tools-and-data/risk-dashboard

*The recipient should not construe any of the material contained herein as investment, hedging, trading, legal, regulatory, tax, accounting or other advice. The recipient should not act on any information in this document without consulting its investment, hedging, trading, legal, regulatory, tax, accounting and other advisors. The materials in this document represent the opinion of the authors and are not representative of the views of Milliman, Inc. Milliman does not certify the information, nor does it guarantee the accuracy and completeness of such information. Use of such information is voluntary and should not be relied upon unless an independent review of its accuracy and completeness has been performed. Materials may not be reproduced without the express consent of Milliman.*
*Questions, contact: hinarii.pichevin@milliman.com, eliott.pradat@milliman.com*